

26 août 2019 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview d'Emmanuel Macron, Président de la République au jt de 20h

Anne-Sophie LAPIX

Bonsoir, Monsieur le Président de la République. Merci d'avoir accepté l'invitation de France 2 et du 20 heures pour faire un bilan de ce sommet du G7 à Biarritz, un rendez-vous marqué par la venue spectaculaire du ministre des Affaires étrangères iranien. Est-ce que c'était un coup de poker, un coup de pression ? Est-ce que vous espériez qu'il allait rencontrer Donald TRUMP ?

Emmanuel MACRON

Bonsoir à vous, heureux de vous retrouver dans ce lieu. En effet, comme vous l'avez très bien dit, il y a deux jours, nous étions avec les 6 autres dirigeants qui étaient invités. Non, ce n'est pas un coup de poker, c'est, je crois, le rôle que la France doit jouer d'essayer, de faire nos meilleurs efforts. On n'a pas tout réglé sur le sujet iranien, loin de là, mais on a eu, comme vous l'avez très bien dit dans votre reportage, une très bonne discussion avec le président TRUMP quand il est arrivé. On a ensuite eu un dîner ici, où on a parlé pendant plus d'une heure de l'Iran, qui est un sujet qui paraît très compliqué, qui paraît très loin, mais au fond, on est tous d'accord sur deux choses : on ne veut pas que les Iraniens puissent avoir la bombe nucléaire, et on ne veut pas qu'il y ait d'escalade pour créer la guerre. C'était très important, parce que les Américains se sont mis dans une position d'accepter sous certaines conditions de négocier, et ce que j'ai décidé de faire après ce dîner, c'est d'inviter en le disant au Président TRUMP le ministre pour, sur la base d'hypothèses qui ne sont que des essais que la France fait, de le tester et d'essayer d'avancer. Donc ce n'est pas un coup de poker. C'est, si je puis dire, des efforts qu'on fait. C'est le rôle de la France qui essaie de faire des médiations. Le général DE GAULLE disait : "la diplomatie, c'est d'essayer de tenir ensemble des vitres brisées", parfois, c'est ce qui les recolle. On a essayé, et on a réussi à franchir une étape importante dans ce G7 sur le sujet de la crise iranienne.

Anne-Sophie LAPIX

C'est la diplomatie, ce sont les discussions engagées par les Français, par vous, qui ont fait évoluer le président iranien, ou ce sont les sanctions américaines imposées ?

Emmanuel MACRON

Sans doute les deux. Je vous le disais, c'est très important pour notre pays aussi qu'il n'y ait pas l'arme nucléaire en Iran. C'est aussi très important qu'on n'ait pas de conflits dans la région, parce que quand on a des conflits, ça nourrit un terrorisme qui ensuite nous touche. N'oublions jamais qu'en novembre 2015, les attentats faits en France ont été organisés en Syrie. Ensuite, on n'a pas eu la même stratégie avec le président TRUMP. Nous, on a dit : on reste dans cet accord nucléaire parce que ça nous donne de la visibilité, ça nous permet d'avoir du contrôle, et puis on va essayer d'avoir plus. Lui, il a dit : ça ne suffit pas. Il est sorti et il a mis des sanctions. Ces sanctions, évidemment, ont un impact sur l'Iran. L'Iran est en récession, la population souffre, il y a une pression sur le régime donc ça fait changer les choses. Mais on est à un point de rupture, si vous voulez, c'est à dire que si on en reste là et qu'on laisse les choses aller, les Iraniens continueront progressivement à sortir de ce traité. Et donc ce qu'ils s'apprentent à faire, et ce qu'ils feront sinon automatiquement, c'est qu'ils vont se remettre à enrichir l'uranium pour essayer d'avoir l'arme nucléaire. Et là, à ce moment-là, on basculera du mauvais côté de la pression parce que ça deviendrait l'escalade. S'ils font ça, les Américains, à coup sûr, répliqueront. D'autres puissances de la région qui sont inquiètes, Israël, l'Arabie Saoudite, peuvent répliquer et on peut avoir un embrasement. Donc c'est pour ça que j'ai passé beaucoup de temps, ces dernières semaines, en tant que président du G7 et puis parce que c'est aussi le rôle de la France, on l'a signé, on est membre permanent du Conseil de sécurité, à essayer de convaincre de part et d'autre de trouver un accord, parce que je ne veux pas que cette escalade. La France teste ces idées de part et d'autre, et on voit ce qui peut marcher avec nos partenaires britanniques, allemands, parce qu'on a beaucoup travaillé avec la chancelière MERKEL et le Premier ministre JOHNSON, d'essayer de construire un accord. On n'y est pas, mais ce qu'on a réussi à obtenir durant ce G7 sur ce sujet, c'est : 1) on a baissé la pression, très important. 2) Il y a eu cette ouverture que vous avez notée. Chacun des présidents a dit : "je suis prêt à rencontrer l'autre sous certaines conditions." Et puis 3) on a eu des discussions très techniques, très confidentielles avec les Iraniens, avec les Américains et les Britanniques et les Allemands et on voit progressivement quelles sont les conditions qui pourraient être remplies dans les prochaines semaines. Donc

maintenant, il va y avoir un travail très technique, très diplomatique. Il faut préserver tout ça, c'est fragile donc il faut qu'on fasse très attention.

Anne-Sophie LAPIX

Il y a des progrès, on les constate, on s'en réjouit. Il n'y a pas d'accord, vous le dites. Vous avez dit au début que vous vouliez un sommet utile. Est-ce qu'aujourd'hui, il va falloir qu'on se contente de petits pas ?

Emmanuel MACRON

Alors, qu'est-ce que c'est, un sommet utile ? D'abord, le principe même d'avoir des discussions ouvertes entre les 7 principaux pays industrialisés qui partagent des valeurs démocratiques, c'est utile. Ces sommets ne fonctionnent pas lorsque l'on n'a pas de vraie discussion, lorsqu'on annote (phon.) des notes préparées par d'autres, lorsqu'on évite les problèmes. Là, je crois pouvoir dire qu'on a parlé de tout avec beaucoup de liberté. On s'est parfois mis d'accord, d'autres fois non, mais ça, ça a une utilité parce que ça évite qu'on parte dans des chemins divers.

Anne-Sophie LAPIX

Donc on doit quand même réduire nos ambitions par rapport à on ne change pas le monde, on ne résout pas les crises ?

Emmanuel MACRON

Non, le monde n'a jamais été changé ni lors d'un G7, ni dans un sommet. Vous savez, le monde est changé dans un sommet quand on est en guerre et qu'on fait la paix dans ce sommet. Là, c'est beaucoup plus compliqué, c'est parfois d'éviter le pire et ensuite de construire pas à pas le meilleur. Qu'est-ce qui est utile ? 1) Cet échange. 2) Ce qu'on a obtenu sur l'Iran, c'est très utile pour les raisons qu'on vient d'évoquer. Sur des crises ensuite comme la Libye, qui nous touchent parce que c'est le sujet des migrations, de la stabilité de l'Afrique, là aussi, on a réussi, avec nos amis africains, à se mettre d'accord sur deux réunions importantes à venir, et en tout cas d'arrêter de se battre les uns les autres par procuration sur le territoire de la Libye. Sur le commerce, vous l'avez très bien rappelé dans votre reportage, il y avait beaucoup de tensions. On a rappelé deux choses très importantes. On se met d'accord sur une taxe internationale, c'est très compliqué mais on va le faire, et sur le sujet des équilibres commerciaux, on essaie d'enlever un peu le conflit. Sur l'Amazonie, sommet utile, on s'est engagés...

Anne-Sophie LAPIX

On ne voit pas le progrès sur les Etats-Unis et la Chine, on ne voit pas, parce que les tensions sont arrivées à un niveau extrême juste avant le sommet, avec de nouvelles taxes promises par Donald TRUMP pour le mois de décembre sur certaines importations chinoises, avec notamment cet appel aux entreprises américaines à quitter le territoire chinois. On est allé très loin. Il n'y a pas eu de retour en arrière. On a juste dit : on continue à dialoguer, mais vraiment rien de concret.

Emmanuel MACRON

Non mais ça c'est normal, parce qu'un dialogue, ça se fait à deux, et il y avait une des parties qui n'était pas là aujourd'hui. Ce n'est pas le but du G7 de faire cela. Le président TRUMP a expliqué ce qu'il voulait faire avec la Chine. Donc ça, c'est normal. Je note quand même qu'il y a eu des messages plutôt positifs qui sont venus des Chinois ce matin. Non, ce qu'on a fait sur le commerce, qui, à mes yeux, est, même si c'est moins spectaculaire, très important, c'est qu'on s'est mis d'accord y compris avec les Etats-Unis d'Amérique, c'est le petit texte qu'on a sorti, pour dire que les problèmes qu'on a en matière commerciale, on doit les gérer ensemble en changeant notre organisation mondiale du commerce. Et ça, c'est un vrai changement parce que le président TRUMP est parti du principe que les États-Unis d'Amérique avaient des déficits importants sur le plan commercial. C'est vrai.

Anne-Sophie LAPIX

Et ils le sont encore plus d'ailleurs aujourd'hui. C'est ce qu'il dit. Voilà.

Emmanuel MACRON

Ça ne se règle pas simplement avec des tarifs, mais c'est vrai. Lui, il a dit : "moi, je vais le régler en ayant des discussions bilatérales, c'est à dire en parlant avec la Chine, en montant mes tarifs, en durcissant les choses, en parlant avec l'Europe." C'est une approche, je la respecte mais je ne suis pas sûr qu'elle produise beaucoup d'effets. Surtout, elle peut créer beaucoup de tensions inutiles et enlever de la croissance, et ce, ce n'est pas

u effets. Surtout, elle peut créer beaucoup de tensions inutiles et enlever de la croissance, et ça, ce n'est pas bon pour nous. Donc ce qu'on a acté ensemble, c'est qu'on a dit : on a compris le problème et on le partage. C'est notre problème aussi. Le commerce mondial n'a pas assez respecté la propriété intellectuelle. On a laissé trop la contrefaçon se faire, ça détruit des emplois dans nos pays. On a laissé parfois de la concurrence déloyale se faire, c'est à dire des entreprises concurrencer les nôtres alors qu'elles n'avaient pas les mêmes conditions, qu'elles n'étaient parfois aidées par leurs États, ce qu'on fait plus, nous. Ce n'est pas normal. Donc toutes ces choses qui ont parfois défavorisé les États-Unis comme nous, il faut qu'on puisse les régler beaucoup plus vite, qu'on modernise nos règles. C'est ce qu'on a décidé de faire, et donc là, nos ministres, dans les prochains mois, vont avoir ce travail. Ça veut dire qu'on décide de le faire ensemble. C'est ça, ce qu'on appelle le multilatéralisme, et c'est mieux que de décider de régler ces problèmes en faisant des confrontations l'un contre l'autre.

Anne-Sophie LAPIX

Est-ce que vous pensez que l'on va éviter une taxation de nos vins ? Il n'était pas clair à l'heure de la conférence de presse, Donald TRUMP.

Emmanuel MACRON

Non, c'est normal. Il veut toujours garder, si je puis dire, les choses... Il a eu un message très positif et amical pour le vin français en faisant référence à la première dame.

Anne-Sophie LAPIX

Et ça lui a évité de répondre à la question.

Emmanuel MACRON

Bien sûr. Pourquoi ? Parce que tant qu'il n'y a pas d'accord, il ne veut pas dire qu'il ne le fera pas. D'abord, c'est compliqué de lier la taxation, le sujet de la taxation du numérique et le sujet d'un tarif, ce n'est pas la même chose. Ensuite, ça a été une menace. Moi, je ne l'ai pas surinterprétée parce qu'il faut en voir l'efficacité. Vous savez, j'ai pris un exemple très simple. Il y a deux ans maintenant je crois, il a décidé de taxer le bois canadien parce que les maisons en bois aux États-Unis n'étaient faites qu'avec du bois canadien et pas américain. Il a passé une taxe. Elle n'a pas diminué d'un centime les ventes du bois canadien, mais elle a augmenté le prix pour les consommateurs, parce que, simplement, les Américains ne savaient pas produire le même bois pour ces constructions.

Anne-Sophie LAPIX

Là, les producteurs des vins français sont quand même inquiets.

Emmanuel MACRON

Bien sûr qu'ils sont inquiets, à juste titre. Mais je regarde quand même les ventes, leur dynamique, et je veux dire que tous ceux qui exportent, s'il y avait une taxe qui était mise, je ne suis pas sûr que ça les coupe du marché.

Anne-Sophie LAPIX

Surtout les plus chers, mais peut-être pour les moins chers, ça risque d'être plus compliqué.

Emmanuel MACRON

Mais même regardez la dynamique sur le détail des vins comme le rosé. J'étais dans le sud de la France, ils sont + 30 % chaque année. Donc les gens sont prêts parce que c'est un très bon vin, donc il faut faire attention : les tarifs ça ne veut pas dire qu'on interdit le vin.

Anne-Sophie LAPIX

Bien sûr.

Emmanuel MACRON

Et il ne faut pas céder à toutes les menaces. On a pacifié les choses, je pense que ce n'est plus à l'ordre du jour. Maintenant il faut qu'on arrive à trouver cet accord sur une taxation internationale. Et ça vous montre que là on a fait une avancée, maintenant on doit la mettre en œuvre concrètement. Tout ça est très compliqué et je

conçois que ça puisse paraître insuffisant ou juste des petits pas.

Anne-Sophie LAPIX

Parce qu'en fait vous vous êtes reportés sur un travail déjà en cours de l'OCDE ?

Emmanuel MACRON

Nan, mais on l'a lancé. Jusqu'à présent on ne l'avait jamais accordé entre nous à 7, en particulier plusieurs Etats autour de la table s'étaient opposés à ce travail. Donc C'est pour ça que ça c'est un vrai changement. Mais le monde dans lequel on vit est en pleine bascule, les choses changent très vite et très brutalement. Le numérique se développe, il y a dix ans on n'en était pas là et donc ça crée des changements très profonds pour nos économies. Ça détruit énormément d'emplois et ça en crée d'autres et ça crée des déséquilibres. C'est normal qu'on mette du temps à s'accorder au niveau international mais si on ne le fait pas on accepte que des grandes compagnies américaines puissent quasiment faire le travail d'hôtel sans payer le moindre impôt ; et à côté de ça que des gens qui ont leurs hôtels qui payent toutes les taxes soient concurrencés par eux.

Anne-Sophie LAPIX

Vous évoquez Airbnb.

Emmanuel MACRON

Voilà, je ne citerai pas de nom mais... Ça ça vous montre que, ça a été un changement très rapide, on doit réussir, et c'est tout l'intérêt de ces réunions, à se mettre d'accord pour apporter une réponse ensemble, reconstruire sur le plan international. Et c'est pareil sur le climat, la biodiversité, le monde n'a jamais changé aussi vite. Notre organisation économique, sociale est en train de basculer complètement. Et donc nous devons décider pour nos pays mais comme notre monde est ouvert, est interdépendant bah on doit aussi se mettre d'accord ensemble. Et sur ce sujet-là il y a eu une avancée utile aujourd'hui.

Anne-Sophie LAPIX

Il faut espérer maintenant que Donald TRUMP ne balaie pas tous vos efforts d'un tweet en rentrant chez lui, ça lui est déjà arrivé.

Emmanuel MACRON

Vous avez raison, il faut toujours avoir cette humilité. Je crois que ce qui a été différent, ce que j'ai voulu faire de très différent de d'habitude c'est d'abord que j'ai passé beaucoup de temps avec lui quand il y avait des malentendus. Il l'a évoqué lui-même. Et c'est qu'ensuite je n'ai pas fait une déclaration de 15 pages que personne n'a lu et qui a été écrite par d'autres que nous et qui fait qu'on peut toujours, les journalistes passent après, à juste titre, peuvent toujours dire "A cet endroit-là, donc ils ont dit ça" et quelqu'un se réveille en disant "Mais non, moi je ne suis pas d'accord !".

Anne-Sophie LAPIX

Il n'y avait qu'une page m'enfin vous avez mis du temps à la détailler quand même, vous êtes rentré dans...

Emmanuel MACRON

Mais oui mais parce qu'on a écrit une page sur tout ce sur quoi on était d'accord. Tout ce qu'on vient de dire c'est dans cette page. Et ça c'est très important parce qu'il l'a écrite avec nous, lue et on a fait la conférence de presse ensemble.

Anne-Sophie LAPIX

J'évoquais un éventuel tweet de Donald TRUMP, les président s'expriment de plus en plus par tweet et ce n'est pas toujours une bonne idée, on a atteint un niveau inédit de violence et d'insultes avec Jair BOLSONARO, ça paraît grave, est-ce que les relations entre la France et la Chine vont devenir extrêmement difficiles ? Quel est l'avenir de ces relations ?

Emmanuel MACRON

La France et le Brésil.

Anne-Sophie LAPIX

Euh le Brésil pardon.

Emmanuel MACRON

Alors permettez-moi de souligner que je ne prends pas part à ces discussions parce qu'on pourrait avoir le sentiment quand les choses sont parfois présentées que ce serait un dialogue entre le président BOLSONARO et moi. Aucunement. Je considère que le mandat que m'ont donné les Français c'est de les représenter, de défendre notre pays, d'essayer de faire au mieux pour qu'il progresse et de porter la voix de la France dans le monde. Je me dois d'être respectueux à l'égard de mes homologues, quels qu'ils soient. Et donc jamais je n'ai tenu un propos qui était irrévérencieux à l'égard d'un de mes homologues. Il n'en est pas de même de la part du président BOLSONARO, je l'ai dit tout à l'heure et je l'ai évidemment condamné, regretté. On ne peut pas l'accepter. Et donc moi je distingue toujours les peuples des dirigeants : le peuple brésilien est un grand peuple, le Brésil est un grand pays, l'attitude qu'il a eue et que vous avez rappelée à l'égard de mon épouse, l'attitude qu'il a eue à l'égard du ministre des affaires étrangères il y a quelques semaines

Anne-Sophie LAPIX

En refusant un rendez-vous ou en prétextant...

Emmanuel MACRON

Ne sont pas dignes, ne sont simplement pas dignes d'un dirigeant. Ferais-je cela les Français auraient légitimement honte. Et donc je pense au peuple brésilien aujourd'hui, je pense qu'il mérite d'autres comportements et j'espère qu'on arrivera à ces autres comportements.

Anne-Sophie LAPIX

Vous ce que vous avez tweeté c'était "Notre maison brûle littéralement" quelques heures avant le sommet du G7 sur les incendies donc en Amazonie. Est-ce que Jair BOLSONARO est responsable de ces incendies parce qu'il encourage les (inaudible)

Emmanuel MACRON

Pas du tout. Ce serait faux de dire que c'est lui qui est responsable et donc c'est pour ça que, d'ailleurs je ne l'ai pas visé lui quand j'ai fait ce message. Mais qu'est-ce que c'est que la forêt amazonienne ? C'est l'essentiel, c'est la plus grande partie de ce qu'on appelle la forêt primaire sur la planète, c'est-à-dire vraiment un type de forêt très dense avec des propriétés de biodiversité unique. C'est le poumon, quand on dit c'est le poumon de la Terre, qu'est-ce que ça veut dire ? Ça veut dire qu'on a des arbres qui absorbent le CO2, qui dégagent de l'oxygène et ça représente 15 % du CO2 absorbé dans la planète donc ça veut dire qu'alors qu'on essaie de réduire nos émissions la forêt amazonienne elle nous aide. C'est une diversité biologique inouïe. Quand elle brûle non seulement elle ne peut plus avoir cette fonction mais en plus en brûlant elle libère tout le CO2 qu'elle avait capturé, donc c'est la double peine. Il y a 9 pays qui sont en Amazonie, 9 pays dont la France parce que nous avons

Anne-Sophie LAPIX

Et ça ne brûle pas en France.

Emmanuel MACRON

Non ça ne brûle pas mais nous sommes concernés dans la Guyane. La question qui nous est tous posée c'est est-ce qu'on doit dire ça ne concerne que chaque pays où ça nous concerne tous ? Eh bah les deux à la fois. Et donc chaque pays est concerné parce que c'est d'abord sa souveraineté territoriale ; mais compte-tenu de l'enjeu et de ce que représente la forêt amazonienne nous sommes tous concernés parce que c'est un déséquilibre terrible pour la planète. Alors derrière quel est, qu'est-ce qu'on peut reprocher au président BOLSONARO ? La première chose il a été très clair dans tous ces messages et soutenu des projets économiques qui sont contraires à l'intérêt de la forêt amazonienne.

Anne-Sophie LAPIX

Le défrichage

Emmanuel MACRON

Le défrichage massif

Anne-Sophie LAPIX

... de la forêt amazonienne pour les agriculteurs, pour des cultures comme le soja, et nous importons combien, 3,5 millions de tonnes de soja produit au Brésil ?

Emmanuel MACRON

Vous avez totalement raison.

Anne-Sophie LAPIX

Je crois que l'Europe importe, c'est le premier acheteur.

Emmanuel MACRON

L'Europe en importe beaucoup. Je vais d'ailleurs répondre à

Anne-Sophie LAPIX

On a une part de responsabilité ?

Emmanuel MACRON

On a une part de complicité.

Anne-Sophie LAPIX

La complicité c'est de la responsabilité.

Emmanuel MACRON

Nan mais de complicité passée, je vais vous expliquer très précisément pourquoi pour le soja parce que tout se tient, tout ça est compliqué, il faut l'expliquer point à point. Mais là ce qu'il est en train de faire ou de vouloir faire, ce qui est grave c'est que d'abord, je regarde les choses d'une année sur l'autre, plus de 90 % d'augmentation de feux donc quelque chose s'est libéré. Ça ne va pas. Ensuite, il n'a pas été clair sur la reforestation et là-dessus ça n'est pas que sa responsabilité, c'est aussi compte-tenu de cet enjeu la nôtre. Et c'est là où on a envoyé un message très clair en disant "On respecte votre souveraineté, c'est votre pays, c'est le Brésil" et là-dessus je veux être très clair, je n'ai jamais été ambigu. Mais attention ce sujet de la forêt amazonienne est celui de la planète entière et donc on peut vous aider à reforester. On peut trouver les moyens pour votre développement économique qui respectent ces équilibres mais on ne peut pas vous laisser tout détruire. C'est pour ça que ce matin nous avons lancé, et ça c'est une vraie avancée liée à ce G7 et qui a été permise par tout le monde, en particulier le président chilien que j'avais invité parce qu'il est très engagé sur le climat, on a lancé une initiative forte sur l'Amazonie. En faisant quoi ? On mobilise 20 millions d'euros pour aider tous les Etats qui sont en train d'avoir la forêt qui brûle, parce qu'il n'y a pas qu'au Brésil, il y a plusieurs autres Etats. Et la deuxième chose, on met en place au moins 30 millions, et ça on va le finaliser dans quelques semaines à New York quand on sera à l'Assemblée générale des Nations Unies, pour aider à faire la reforestation, à développer l'agro-écologie c'est-à-dire tout ce qui permet de créer de l'activité économique en étant respectueux de la planète, avec les gouvernements mais aussi avec les régions et avec les peuples autochtones.

Anne-Sophie LAPIX

Ce que vous avez fait aussi

Emmanuel MACRON

et donc ça c'est très important, c'est une vraie avancée et ça montre que quand on est là ensemble on sait se mobiliser, on met de l'argent, on avance. Vous avez posé une très bonne question sur le soja et donc je vais vous expliquer là-dessus comment je compte avancer. Le soja on en a besoin aujourd'hui en Europe parce que ça apporte en particulier de la protéine qu'on utilise pour nourrir les animaux bien souvent ou faire d'autres productions. Et nous nous n'en avons pas. C'est le fruit d'un vieil équilibre qui a été conclu dans les années 60

entre l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique et nous avons à ce moment-là accepté une dépendance en termes de protéines. Et moi je considère que c'est un très mauvais choix et surtout c'est mauvais parce que pour les grands équilibres ça fait faire du trajet à des choses qu'on pourrait produire sur notre territoire ; et ensuite sur le plan, je suis très attaché comme vous le savez à la souveraineté européenne, c'est-à-dire que l'Europe puisse se débrouiller aussi par elle-même, avoir des partenaires mais pas être trop dépendante, et donc c'est ce que j'ai annoncé il y a quelques mois et qui est au cœur moi du projet européen auquel je crois c'est qu'on doit recréer ce qu'on appelle la souveraineté protéinique de l'Europe. Ça veut dire que l'Europe elle doit être capable de reproduire ses propres protéines pour elle-même, pour consommer comme pour les éleveurs.

Anne-Sophie LAPIX

Mais alors justement le Mercosur, l'accord de libre-échange, vous avez finalement décidé de ne plus donner votre accord au Mercosur. Mais il y a deux mois vous vouliez encore le signer. Alors est-ce que c'est juste un geste de pression sur Jair BOLSONARO ou est-ce que vous êtes convaincu, est-ce que vous avez changé comme vous l'avez dit et est-ce que vous estimez que cet accord est mauvais pour la nature, pour le réchauffement climatique ?

Emmanuel MACRON

Alors je vais vous dire très très clairement, le Mercosur, d'abord nous avons, comme vous l'avez très bien dit, des échanges quotidiens avec tous les pays qui sont dans ce qu'on appelle le Mercosur : le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, etc. Tous les jours, on importe on exporte, donc ne donnons pas le sentiment à nos concitoyens que d'un seul coup, on va ouvrir toutes les portes. Ce n'est pas vrai, tous les jours on a des échanges avec ces pays. C'est un accord dans lequel on disait "On va faciliter les échanges dans certains domaines pour pouvoir créer plus de croissance des deux côtés" et puis en mettant des quotas. Et donc moi, pendant des mois, j'ai été un peu dur dans la négociation avec l'Europe, la France a été la plus dure, c'est souvent le cas, pour protéger notre agriculture et protéger le climat. Et donc moi, je disais : je ne veux pas sur certains, sur la viande, sur le poulet, sur le sucre, parce que cette région est pour nous, qu'on importe trop avec trop de facilités parce que sinon ça va déséquilibrer notre agriculture. On a donc mis des quotas et puis on a mis ce qu'on appelle des clauses de sauvegarde. Ça veut dire que si d'un seul coup ça déséquilibre notre agriculture, on n'applique plus.

Anne-Sophie LAPIX

Donc vous y croyez encore, à cet accord ?

Emmanuel MACRON

Attendez, je vous explique déjà ce qui a été fait parce qu'on l'a caricaturé. On ne fait pas n'importe quoi. Ensuite, on a dit : on met aussi en place des règles sur le plan des contrôles et de l'écologie. Moi, j'avais mis toutes ces conditions inédites. En particulier, j'ai dit que je veux que l'accord de Paris soit respecté par tous ceux qui signent, parce que je savais que Monsieur BOLSONARO avait fait campagne contre l'accord de Paris. Quand nous étions, en juillet, au Japon, on nous dit : déclaration politique. C'est pour ça qu'il faut toujours être prudent et voir ce qu'il y a derrière. C'est bon, on est tous d'accord, on y va. Moi, j'ai dit à ce moment-là : je suis d'accord puisque tout ce que j'ai demandé est rempli, tout ce que la France voulait. Mais j'ai dit : j'attends de voir le texte et j'attends de voir que tout soit respecté. Ensuite, il y a deux choses qui se sont passées. Nous avons eu le texte, il doit maintenant être travaillé parce qu'il n'est pas suffisant. Je l'ai dit, le texte du Mercosur ne m'apporte pas les garanties qui correspondent à ce que je voulais.

Anne-Sophie LAPIX

Donc il n'est pas totalement enterré, le Mercosur, dans votre esprit ? Il n'est pas caduc ?

Emmanuel MACRON

Non, c'est des choses... Il faut réagir de manière responsable. Je l'ai dit d'ailleurs dès le mois de juillet. Je n'ai jamais donné mon accord définitif parce que je n'avais pas de texte définitif.

Anne-Sophie LAPIX

Donc vous n'avez pas tant changé que cela, c'est ça que je veux dire.

Emmanuel MACRON

Si, parce que je vais vous donner la deuxième raison.

Anne-Sophie LAPIX

Anne-Sophie LAPIX

Nicolas HULOT était ravi que vous vous écartiez le Mercosur quand vous l'avez annoncé en repréailles.

Emmanuel MACRON

Mais il a raison, parce que je vais apporter ma deuxième réponse, mais je vous explique que c'est parce que parfois, on parle de choses et on ne sait plus ce dont on parle. Le premier point, c'est que j'ai toujours été prudent en disant : "moi, je n'ai pas le détail". Quand on parle de l'accord qu'on a fait avec les Canadiens, ce qu'on appelle le CETA, on a beaucoup amélioré l'accord. On est rentré dans le détail avant de ratifier. Là, on est très loin. On n'a même pas signé officiellement et enclenché la procédure. Donc je n'ai jamais donné mon accord complet. Je n'étais pas à l'aise avec tout. J'ai toujours dit : un accord c'est un tout, et la condition que j'ai toujours réaffirmée, c'est qu'on respecte nos engagements climatiques. Qu'est-ce qui s'est passé depuis le mois de juillet ? Monsieur BOLSONARO a renvoyé les scientifiques qui faisaient des expertises indépendantes sur le sujet de la forêt amazonienne. Il a envoyé plusieurs messages disant clairement qu'il sortirait de toute façon de fait de ses engagements, et donc je le dis de manière très claire, ce n'est pas moi qui aie changé, c'est simplement lui qui n'a pas respecté sa parole. Et je me dois, au nom de la France, de m'assurer que les intérêts, nos intérêts, nos principes, nos valeurs, ce pour quoi on s'engage soient défendus. Donc en l'état, je ne signerai pas le Mercosur.

Anne-Sophie LAPIX

Il y a un échec dans sommet.

Emmanuel MACRON

Voilà, donc le Mercosur, j'espère que c'est clair, c'est des sujets compliqués.

Anne-Sophie LAPIX

C'est clair. Il y a un échec dans le sommet, c'est le Brexit. Boris JOHNSON l'a dit lui-même en partant : il y a un désaccord profond entre les Européens et la Grande-Bretagne. Il est tombé dans les bras de Donald TRUMP, qui lui promet un accord commercial formidable. Est-ce que vous n'avez pas peur de ce Brexit dur qui s'annonce ? On a l'impression d'avoir fait un pas de plus vers ce Brexit dur, qui serait une catastrophe aussi pour l'économie française, pas uniquement...

Emmanuel MACRON

Pour les Britanniques, avant tout.

Anne-Sophie LAPIX

Et pour nous aussi. Notre excédent commercial le plus important, c'est avec la Grande-Bretagne.

Emmanuel MACRON

Je vous trouve, sur ce sujet, un peu sévère, parce que le Brexit n'a jamais été à l'ordre du jour de ce sommet, et pour une raison simple.

Anne-Sophie LAPIX

Vous en avez parlé avec Boris JOHNSON.

Emmanuel MACRON

Non, j'en ai parlé quand Boris JOHNSON est venu à Paris jeudi.

Anne-Sophie LAPIX

Et pas depuis ?

Emmanuel MACRON

Pas du tout ici. Mais non.

Anne-Sophie LAPIX

Le Brexit n'a pas du tout été évoqué lors du G7 ?

Emmanuel MACRON

Je vous promets qu'il n'a pas été évoqué une seule seconde entre nous pour en parler.

Anne-Sophie LAPIX

C'est étonnant. Ce n'est pas une erreur ?

Emmanuel MACRON

Mais non parce il faut savoir aussi... Il faut être respectueux avec chacun et savoir de quoi on parle. L'Union européenne, c'est aujourd'hui 28 États membres. Le G7, ce sont quelques puissances industrielles. Est-ce que vous pensez que nos partenaires européens seraient contents que quelques Européens, autour de la table parce que sont les plus gros, négocient en leur nom ? Ça ne marche pas comme ça, l'Union européenne, et heureusement, c'est notre force. Comment on gère le Brexit au niveau de l'Union européenne ? On a défini à 27 un mandat qu'on a donné à un représentant, qui est Michel BARNIER et qui agit au nom de la Commission, et nous jouons ensemble nous décidons ensemble. Donc il était normal et de bonne méthode qu'on ne l'évoque pas sous ce format-là. Ça ne concerne pas le Canada et le Japon. On ne va pas laver notre linge sale en famille devant les autres. Et puis ça nous concerne nous. Ensuite, qu'est-ce que c'est le Brexit. Là aussi, c'est le peuple britannique qui a décidé souverainement de quitter l'Union européenne, ne l'oubliez jamais. Ce n'est pas nous qui les chassons. La deuxième chose, c'est le gouvernement britannique, avec un mandat du peuple, qui, pendant deux ans, discute d'un accord avec l'Union européenne et qui se met d'accord. Et c'est maintenant un gouvernement britannique qui n'arrive pas à ratifier cet accord au Parlement. Donc aujourd'hui, le Brexit, c'est une crise politique britannique. Nous, on est au clair.

Anne-Sophie LAPIX

Mais avec de lourdes conséquences pour les Européens et pour la France.

Emmanuel MACRON

Après, Monsieur JOHNSON, il fait de la politique, il fait peut-être du poker, il est intelligent, et il arrive. Moi, j'ai eu une très bonne discussion avec lui. Il veut simplifier des choses sur la frontière irlandaise, tout cela est très compliqué, je ne suis pas sûr qu'il faille rentrer dans tous les détails ce soir et qu'on ait le temps. Mais c'est très simple. Nous, on veut un accord qui permette de protéger l'Europe. Si on n'a pas un accord qui nous protège et si on fait ce que Monsieur JOHNSON veut aujourd'hui, ça veut dire que demain, par la Grande-Bretagne, n'importe quel bien peut arriver qui ne respecte plus les règles européennes. Donc si j'accepte ce que Monsieur JOHNSON demande, demain, je viendrai vous voir et puis vous me direz : comment ça se fait que nous, en Europe, on interdise les OGM et que parce que la Grande-Bretagne les autorise, ça rentre par la Grande-Bretagne et il n'y a plus de frontières ? C'est ça, ce qu'il veut. Ça, on ne peut pas l'accepter parce que je veux qu'on protège les consommateurs, les citoyens et qu'on soit un vrai marché. Donc il doit accepter qu'il y ait des termes d'accord. Après, moi je pense que nous devons tous être intelligents. Si c'est des modifications techniques qui ne changent pas cet accord, c'est à Michel BARNIER, avec lui, de le discuter. C'est ce que je lui ai dit. Je souhaite pour ma part qu'on trouve un accord. S'il n'y en a pas, à ce moment-là, ce sera une sortie sans accord. C'est que vous appelez le no deal ou le Brexit dur. Une sortie sans accord, on y est prêts. Elle sera dure. Ce n'est pas bon, ce n'est pas ce que je souhaite. Mais attendez, à la fin des fins, ceux qui auront toujours la possibilité de l'éviter, ce sont les Britanniques. Ils peuvent retirer ce projet. Donc nous, on doit défendre nos intérêts. Il ne faut pas tout céder parce qu'on aurait peur de cela. Ce qu'on a fait, on a passé des lois, on s'est préparé, on a embauché des douaniers, on a embauché des vétérinaires pour faire les contrôles s'ils devaient être faits. On accompagnera, on sera aux côtés de nos pêcheurs pour les défendre...

Anne-Sophie LAPIX

On se prépare au pire.

Emmanuel MACRON

Il faut se préparer au pire. C'est ma responsabilité et c'est ce que j'ai demandé au gouvernement. Un travail a été fait, et on sera aux côtés des régions ou des professions si ça devait arriver. Je ferai tout pour que ça n'arrive pas, mais ce tout, ça ne peut pas être être faible avec les Britanniques contre nos intérêts.

Anne-Sophie LAPIX

Vous avez également reçu Vladimir POUTINE avant le G7 lorsque vous l'avez reçu au fort de Brégançon, il y a quelques jours.

Emmanuel MACRON

Il y a deux semaines, top chrono.

Anne-Sophie LAPIX

Il y a une semaine exactement. Il a évoqué la gestion des manifestations des gilets jaunes. Il expliquait, en gros, que lui ne voulait pas ça dans son pays. Vous avez ensuite vous-même évoqué des blessures inacceptables lors des manifestations des gilets jaunes, lors d'un entretien à la presse, près de 2 500 blessés côté manifestants, 1 750 du côté des forces de l'ordre, 24 éborgnés parmi les manifestants, 5 ont eu la main arrachée. Inacceptable. Ça signifie que vous reconnaissez un usage inacceptable de la force. Est-ce que le maintien de l'ordre a été mal géré et déficient ?

Emmanuel MACRON

Il faut d'abord que rappeler ce que nous avons vécu, une violence inédite et qui a sidéré, qui nous a sidérés, nous tous, qui a parfois sidéré le monde entier, ce qui n'était pas bon non plus pour notre image. Mais c'est ça, ce qu'on a vécu, c'est à dire qu'on a vécu des scènes d'une violence extrême à l'égard des forces de l'ordre, à l'égard parfois de citoyens, de journalistes, à l'égard de commerce, à l'égard de symboles de la République et de notre pays, l'Arc de triomphe en décembre 2018. Je le dis avec d'abord beaucoup de clarté parce que c'est l'essentiel et le cœur. Il n'y a pas de liberté s'il n'y a pas d'ordre public. L'ordre public, ce n'est pas l'arbitraire, c'est l'ordre qui protège la liberté de chacun.

Anne-Sophie LAPIX

Mais qu'avez-vous voulu dire avec "blessures inacceptables" ? Parce que ça faisait 8 mois que le défenseur des droits vous demandait de réagir là-dessus, de changer, il était choqué par ça.

Emmanuel MACRON

Mais bien sûr. La première chose inacceptable, c'est la violence. Il y a eu tout un travail, qui a consisté d'ailleurs à changer ce qu'on appelle la doctrine de maintien de l'ordre, c'est à dire la manière de faire le maintien de l'ordre, en particulier à Paris, qui a fait qu'on a été plus efficace pour contenir tout cela. Ce qu'on demande avant tout au gouvernement, et c'est pour ça qu'il y a eu un très gros travail du ministre de l'Intérieur, du secrétaire d'État auprès de lui, de l'ensemble de ses équipes, du préfet de police, du Premier ministre qui s'est fortement engagé sur ce sujet, ce que demandent avant tout nos concitoyens, c'est qu'il n'y ait pas de désordre. Donc ce qui a été inacceptable avant tout, la première, la plus inacceptable, c'est la violence des manifestants, des black block, de tous ceux qui, au fond ont travesti ce qu'était ce mouvement...

Anne-Sophie LAPIX

Vous comprenez bien que je vous parle des blessures inacceptables que vous avez vous-même évoquées parce que c'est nouveau, c'est un élément nouveau.

Emmanuel MACRON

J'y reviens. Mais je me permets, parce que la vie de notre pays est un ensemble de choses. Je ne veux pas faire de caricature. Et donc n'oubliez pas que pendant tous ces mois, nos forces de l'ordre ont fait un travail remarquable qui était demandé. On nous a parfois reproché de ne pas faire assez fort mais il est à noter qu'aucun pays n'a eu à vivre de tels moments de violence et que les conséquences sont beaucoup plus limitées que ce que l'on a pu vivre dans d'autres cas.

Anne-Sophie LAPIX

C'est qu'on vous a reproché de ne pas avoir tapé assez fort, on vous a reproché d'avoir tapé aussi trop fort

Emmanuel MACRON

J'y viens en plus

Anne-Sophie LAPIX

Notamment en envoyant des forces de l'ordre qui n'étaient pas assez formées au maintien de l'ordre et qui usaient trop facilement des fameux lanceurs de balles.

Emmanuel MACRON

Donc j'y viens. Il était nécessaire et il n'était pas possible pour le gouvernement, je crois vraiment, je l'ai regardé de près et je vous demande de me faire confiance parce que je l'ai regardé de là où je suis aussi en étant le garant de l'intérêt de chacun et en tant que président de la République. Ce qu'on a vécu est quelque chose qui m'a profondément blessé, heurté parce que la police française, nos forces de l'ordre ne sont pas là pour que ces scènes se passent et les policiers ne s'engagent pas dans la police pour avoir à vivre ce qu'ils ont vécu. Et en effet parfois à devoir tirer sur des gens très violents parce qu'ils sont violents avec du LBD et parfois d'ailleurs, quand il y a des erreurs et je vais revenir sur ce point, le faire sur des gens qui ne l'étaient pas. Mais je me dois d'abord de dire ce qu'est l'ordre public et le maintien de l'ordre et lorsque, tout au long de cette période la violence était telle qu'il n'était pas possible de d'un seul coup dire "On arrête les LBD, on désarme" parce que dans quelle situation nous serions-nous mis ? Bah celle peut-être de ne plus pouvoir tenir telle préfecture qu'on voulait brûler. Moi j'ai été dans la préfecture au Puy-en-Velay, j'ai vu des agents qui ont failli mourir par la folie collective qui à un moment s'est installée. Donc c'était cela le moment du pays où on en était. Il fallait quand même que l'ordre soit tenu, il ne l'a pas été tenu d'une manière si vous voulez où il y a eu ce que j'appellerais des violences irréparables. Le pire a été évité grâce à leur professionnalisme.

Anne-Sophie LAPIX

Inacceptables mais pas irréparables ?

Emmanuel MACRON

Je veux dire par là qu'il y a le cas très précis du jeune Steeve à Nantes qui est aujourd'hui dans les mains de la justice et je veux que la justice fasse son travail en paix, en sérénité et en toute indépendance

Anne-Sophie LAPIX

Il s'est noyé donc lors de la Fête de la musique après une intervention des forces de l'ordre

Emmanuel MACRON

Voilà, dans une fête qui, dont on peut interroger à la fois les autorisations, le lieu et après une intervention des forces de l'ordre donc tout c'est compliqué, je ne veux pas le résumer à une seule responsabilité et surtout c'est dans les mains de la justice. Mais tout au long de cette période il n'y a pas eu de morts à déplorer, il y a une dame et l'enquête là aussi est en cours, à Marseille qui était dans un étage et qui est une mort suspecte. Mais donc je veux vous remettre en place parce que

Anne-Sophie LAPIX

Ça je crois que c'est bien remis en place...

Emmanuel MACRON

Oui mais c'est essentiel. Et à côté de ça il y a tous les blessés que vous avez rappelés : blessés du côté de la police, blessés du côté des manifestants, et bien sûr ces blessures sont inacceptables. Et donc ce que nous devons faire c'est premièrement mener toutes les enquêtes administratives, elles ont été lancées à chaque fois par le ministre, pour pouvoir regarder ce qui a été fait, si cela a été fait en bonne et due forme, ça c'est administratif, et quand des mesures doivent être prises, des sanctions, qu'elles le soient. Ensuite c'est que tout ce qui doit être judiciairisé le soit. Ni vous ni moi ne pouvons savoir si la personne qui a été blessée était dans une situation où elle s'est mise et où elle a attenté à la sécurité d'un policier ou elle l'a mis dans une situation qui l'a conduit à cela. Néanmoins je souhaite moi qu'on entame une réflexion profonde sur la manière qu'on a de s'organiser parce qu'on ne peut pas rester dans ces situations-là. Et donc je souhaite qu'on entame un travail, et c'est ce que j'ai demandé au gouvernement, où on puisse éviter de manière durable ces situations parce que on ne peut pas accepter, au sens propre du terme, quand on est président de la République, citoyen français de voir multiplier ces scènes. Et donc il faut que le calme revienne. Nous sommes un pays où il y a la liberté de manifester, la liberté d'opinion, de choix, de critique, elle est permanente. Et où pour qu'elle se maintienne on ne doit pas accepter la grande violence. Donc je souhaite moi qu'on fasse plusieurs choses : qu'on ait une réflexion collective et un travail pour qu'on éradique progressivement la grande violence, c'est-à-dire qu'il faut qu'on puisse avec ces groupes qu'on appelle les black block qui souvent ont été la raison de ça,

qui s'infiltrent et qui font le pire, qui provoquent qu'on arrive à trouver une solution durable. Moi je ne l'ai pas dans ma poche mais qu'on lance cette réflexion. Et ensuite qu'on regarde comment changer notre manière d'assurer la sécurité pour réduire très fortement le nombre de blessés qu'on fait dans ces cas-là.

Anne-Sophie LAPIX

La rentrée sociale sera marquée par des manifestations contre la réforme des retraites, il y en a trois déjà qui sont prévues au mois de septembre. La mauvaise surprise de la réforme c'est l'âge d'équilibre, l'âge pivot, les 64 ans, c'est l'âge auquel on pourra toucher pleinement sa retraite. Vous aviez promis le maintien de l'âge de départ légal à 62 ans, ici on dit qu'il y a pibale sous caillou, anguille sous roche, c'est à peu près la même chose

Emmanuel MACRON

Vous êtes régionale...

Anne-Sophie LAPIX

Voilà, exactement. Est-ce que c'est un recul de l'âge de départ à la retraite qui ne dit pas son nom ?

Emmanuel MACRON

Non. Alors d'abord en méthode, rien n'est décidé, rien. Il y a un travail remarquable qui a été fait par Monsieur DELEVOYE.

Anne-Sophie LAPIX

Quand vous ne dites "rien n'est décidé" ça veut dire qu'on peut encore changer cet âge-pivot, cet âge d'équilibre ou pas ?

Emmanuel MACRON

Mais ça veut dire que nous entamons une réforme en profondeur dont pour moi les enjeux sont plus importants que ça.

Anne-Sophie LAPIX

C'est important...

Emmanuel MACRON

Oui c'est important mais

Anne-Sophie LAPIX

Quelqu'un qui a travaillé 44 ans

Emmanuel MACRON

Oui mais je vais (inaudible) ce que je veux faire, ce que nous voulons faire. Moi j'ai pris un engagement avec les Français, j'ai dit on doit refonder notre système de retraite et de manière simple. Un, ce qui a été la force de la France, ce que l'on appelle le compromis de l'après-guerre de 45, la solidarité entre les générations : en France ce sont ceux qui travaillent qui payent pour ceux qui sont retraités. Ça on le maintient et on doit le chérir et le remplacer. Deux, ce système-là on l'a progressivement transformé, abîmé et rendu injuste parce qu'on a créé une quarantaine de régimes, parce qu'on a créé ce qu'on appelle les régimes spéciaux, des petites différences qui sont liées aux discussions sociales du passé et donc ce n'est pas vraiment juste le système. Il y a des professions où on part à 50 ans, 55 ans

Anne-Sophie LAPIX

Il y avait quand même un élément de justice, c'était le temps de cotisation, le nombre de trimestres, pas pour les régimes spéciaux

Emmanuel MACRON

Non ce n'est pas vrai, pas pour les régimes spéciaux, non non non.

Anne-Sophie LAPIX

Là aujourd'hui qui commence à 18 ans ou à 20 ans

Emmanuel MACRON

Non non non, détrompez-vous

Anne-Sophie LAPIX

Jusqu'à 64 ans.

Emmanuel MACRON

Non attendez, vous voulez qu'on rentre dans le détail.

Anne-Sophie LAPIX

Non on ne va pas rentrer dans le détail.

Emmanuel MACRON

Il y avait des régimes spéciaux qui n'avaient plus cet âge de départ, qui se justifiait parce qu'il y avait une pénibilité de ces métiers avant mais qui a aussi beaucoup changé, qu'on n'a pas modernisé. Et puis y avait des vraies injustices entre les salariés du privé et les fonctionnaires. Vous êtes fonctionnaire votre retraite elle est calculée sur vos six derniers mois de revenus, vous êtes salarié du privé c'est sur vos 25 meilleures années. Donc on a créé plein d'injustices et au fond notre système il est devenu ce qu'on appelle corporatiste. Ce n'est pas vrai qu'il est universel. Il y a plein de différences selon vos secteurs, ce n'est pas juste.

Anne-Sophie LAPIX

Mais l'âge-pivot on n's'y attendait pas, ce n'était pas annoncé ça.

Emmanuel MACRON

Mais c'est parce que ce n'est pas décidé.

Anne-Sophie LAPIX

Ce n'est pas décidé ?

Emmanuel MACRON

Non, ce que je voudrais faire, donc j'ai demandé un travail à Jean-Paul DELEVOYE, Jean-Paul DELEVOYE a remis un rapport, c'est dans ce rapport qu'il parle de ça, il en parle d'ailleurs en des termes plus choisis. Si on fait une réforme comme d'habitude, comme on fait depuis 20 ans, on dit "On va décaler l'âge de départ à la retraite." J'ai dit il y a quelques mois je ne ferais pas ça. Pourquoi ce n'est pas juste de faire ça ? Parce que quand vous allez commencer à travailler à 16 ans, si je vous décale votre âge de départ à la retraite alors même que généralement quand vous avez commencé à 16 ans vous avez moins de diplômes, vous êtes dans des métiers plus pénibles, c'est profondément injuste. Deuxième chose, on est dans une économie où il y a encore beaucoup de chômage, il y a beaucoup de chômage des seniors, des plus âgés, si on décale l'âge légal on dit aux gens "Restez plus longtemps au chômage", ce n'est pas correct. Par contre on doit, c'est notre responsabilité, dire "Le régime qu'on est en train de créer il doit être équilibré." Aujourd'hui on vit de plus en plus longtemps, le régime n'est plus équilibré et il ne le sera pas. On est en train de créer un nouveau régime universel, on va enlever toutes ces injustices après une très large négociation. Ce que je veux pour le dire en des termes très simples c'est qu'on fasse deux choses : un, qu'autre régime quand il rentre en vigueur en 2025 il soit équilibré financièrement ; et deux, que ce soit juste en termes de cotisation. Qu'est-ce que ça veut dire ? Vous l'avez dit vous même un peu dans votre question. Je préfère qu'on trouve un accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge parce que si vous avez un accord sur la durée de cotisation bah quand vous rentrez tard dans la vie professionnelle, vous finissez plus tard mais généralement c'est que vous êtes retraité parce que vous avez fait des études ; et quand vous commencez tôt vous cotisez plus longtemps mais vous partez plus tôt. Ça me semble plus juste. Maintenant en méthode il a remis ce rapport, le premier ministre la semaine prochaine va commencer des consultations avec tous les partenaires sociaux et sur ce sujet de réforme je veux qu'on incarne le changement de méthode que j'ai souhaité, c'est-à-dire qu'on va la construire tous ensemble cette réforme. Personne n'a la bonne solution. Tous ensemble ça veut dire que ce n'est pas le

gouvernement qui a tout seul la bonne réponse mais on doit partager toutes les contraintes. On veut que ce régime reste solidaire au sein de la nation française, on veut qu'il soit juste et on veut qu'il soit équilibré financièrement parce qu'il n'y a pas de finances magiques, il y a toujours quelqu'un qui paye. Et donc il y aura une grande négociation et je le dis

Anne-Sophie LAPIX

Il y aura une concertation...

Emmanuel MACRON

Il n'y aura plus qu'une concertation. Je tiens au mot, je tiens à un grand débat et on le décidera ensemble. Et je le dis parce qu'il y a beaucoup d'inquiétude. Il y a certaines professions, si on faisait les choses mécaniquement qui seraient lésés : les enseignants, les aides-soignantes, les infirmières tout particulièrement. Je cite ces trois-là. Il n'y aura pas de réforme des retraites tant qu'on n'aura pas ensemble bâti une vraie transformation de ces professions. Ça veut dire qu'on le fait ensemble et on bouge.

Anne-Sophie LAPIX

Merci beaucoup, on est obligé d'interrompre

Emmanuel MACRON

Nan mais juste un mot Madame LAPIX, excusez-moi parce que nous sommes à Biarritz, on a parlé de beaucoup de choses sur ce sommet et je vous remercie vraiment du temps et de la pédagogie. Je voulais dire juste deux choses : je voulais dire d'abord à la Ville de Biarritz, aux habitants, aux commerçants, à tous les vacanciers qui étaient là un immense merci

Anne-Sophie LAPIX

Qui sont partis

Emmanuel MACRON

Non, beaucoup étaient là, attendez qu'on reparte nous, bon. Et donc (inaudible) je voulais leur dire un immense merci, merci au Pays basque qui vous est cher et qui nous a accueillis. On a une chose, il y a une chose, je le dis parce que je n'y suis pour rien, on a formidablement réussi ce sommet grâce à vous. Pourquoi ? Parce qu'il y a eu un maintien de l'ordre remarquable, merci à toutes les forces de l'ordre ; parce qu'il y a une ville magnifique et accueillante, tous les gens m'ont dit qu'ils reviendraient à Biarritz ; et on a eu une population qui a été chaleureuse. On indemniserait les commerçants qui ont eu à subir des pertes importantes, je leur dis, on va mettre en place un mécanisme. Mais je peux vous dire que la France a rayonné et vous pouvez être fiers de Biarritz, du Pays basque et de vous tous parce que c'est un formidable travail qui a été fait. Et je voulais dire aux Français et aux Français que pendant ces deux jours en leur nom j'ai essayé de faire le maximum, on continuera, c'est ce que j'essaie de faire depuis le début. On n'a pas tout réussi mais je pense qu'on a fait œuvre utile pour nous, pour l'Europe et pour l'international.

Anne-Sophie LAPIX

Merci beaucoup Monsieur le président de la République.

Emmanuel MACRON

Merci à vous.

Anne-Sophie LAPIX

(Inaudible) en basque. C'est la fin de cette édition.